



MANIFESTATION

LE 27 FEVRIER 2017 A 11H30

de la DIRECCTE rue Hirn en direction de la préfecture

Après le rassemblement massif du 12 janvier, les agents de la DIRECCTE ex-Alsace réunis en AG le 24 janvier 2017 avec leurs organisations syndicales ont **décidé de porter leurs revendications auprès du représentant de l'Etat dans le département :**

→ **Versement à parts égales de la totalité du reliquat de prime quelle que soit la catégorie et l'arrêt du RIFSEEP qui sont des politiques de division des agents !**

Sur ce point, la Direccte a commencé à reculer en annonçant en CTSD une répartition sur deux niveaux au lieu de 3 en 2016, mais en conservant une répartition par catégorie et sans aucun engagement précis.

→ **Arrêt des suppressions de postes ! Tous les postes doivent être mis à la vacance nationale ! Il faut augmenter le nombre de recrutements statutaires pour les pourvoir ! Tous les postes doivent être pourvus !**

Sur le seul champ travail, sans compter tous les postes ailleurs (emploi, services supports, etc.), une note de Madame GIUGANTI en date du 16 janvier 2017 annonce la suppression de 27 sections d'inspection du travail (dont 1 dans le Bas-Rhin et 4 dans le Haut-Rhin) et deux postes en URACTI sur l'ensemble de la région Grand Est !

Nous avons commencé à recenser **les postes déjà supprimés et ceux en prévision de l'être en Alsace :**

A Strasbourg : suppression d'1 poste dédié à l'Economie sociale et solidaire et aux entreprises du Service à la personne ; 1 poste d'agent de contrôle au SRC ; la politique du titre n'est plus assurée qu'à hauteur de 0,2 ETP (1 poste complet auparavant) ; 1 poste de secrétaire de section d'inspection à l'UC1 (suite détachement) ; 1 poste d'inspecteur du travail à l'UC4 (suppression d'une section d'inspection) ; 1 poste au service des renseignements du public (départ prochain en retraite) ; 1 poste au service des moyens généraux (départ prochain en retraite).

Dans le Haut-Rhin : 2 postes au service de l'emploi ; 1 poste au service des renseignements du public ; 1 poste au service des accords d'entreprise ; 1 poste en section centrale travail ; 6 postes au service d'inspection du travail (4 inspecteurs du travail et 2 assistantes de contrôle : suppression de toute une unité de contrôle).

Au niveau régional (ex-Alsace) : suite à notre mobilisation, 1 poste au FSE qui devait être supprimé suite à un départ prochain en retraite est maintenu. De même, 1 poste de chargé de l'accueil physique et des appels téléphoniques est finalement ouvert à la vacance.

Cela démontre que tous ensemble, nous pouvons obtenir satisfaction sur nos revendications !

Les agents, avec leurs organisations syndicales, seront devant l'hôtel du préfet, place Broglie, lundi 27 février 2017 pour exiger le maintien de tous les postes et le rétablissement des postes déjà supprimés, à commencer par ceux déjà identifiés en Alsace.

Le départ de la manifestation se fera à 11H30 de la cour d'honneur de la DIRECCTE pour aller à la préfecture place Broglie.

Pour décider des suites de notre mouvement, nous nous réunirons en heure d'information syndicale de 14h à 16h au 26 C, Bd du Président Wilson, salle - 3^{ème} étage.

Une déclaration papier de badgeage collective sera remontée par les organisations syndicales.

Contre les suppressions de postes et de missions !